

Victor Griffuelhes et l'indépendance du syndicalisme

Conférence de Susan Milner (Université de Bath, Angleterre) - 8 avril 2008

Comme Michel Pigenet (2007 : 17) l'a affirmé dans son analyse de la Charte d'Amiens, « *c'est bien souvent à partir des questions du présent que se renouvellent les approches et les problèmes historiographiques* », affirmation qui s'avère particulièrement pertinente pour la période des débuts du mouvement ouvrier organisé. Il y a un siècle, Victor Griffuelhes était secrétaire général de la CGT, mais la question centrale qui le préoccupait en tant que leader syndical reste au cœur de l'action syndicale : comment organiser le mouvement syndical pour mieux mobiliser les travailleurs pour un salaire décent et pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ? Dans la revue britannique de centre-gauche *The New Statesman* (du 16 avril 2007), le journaliste Paul Mason est ainsi amené à faire référence à Victor Griffuelhes pour expliquer la pertinence du passé dans le contexte des luttes actuelles (spécifiquement la lutte des syndicalistes britanniques pour obtenir des droits égaux pour les travailleurs immigrés et migrants qui constituent une partie importante de la main-d'œuvre britannique):



Manifestation des travailleurs de Canary Wharf à Londres (source: *The New Statesman*, le 16 avril 2007)

« De leur propre aveu, les militants, travailleurs du nettoyage [à Canary Wharf, à Londres], ne savent rien de l'histoire de l'est de Londres ; beaucoup d'entre eux connaissent à peine la géographie de l'endroit. [...] Mais leur syndicat est né ici ; il a grandi en organisant des travailleurs peu qualifiés, réputés trop difficiles à organiser à cause de leur bas niveau d'instruction. La grève qui a tout commencé s'est déclenchée à quelques mètres de l'endroit où se trouve aujourd'hui le gratte-ciel HSBC. [...]

Londres, 1889...

Tom Mann, ne trouvant plus d'emploi à cause de ses activités militantes, doit vendre son violon pour avoir un peu d'argent ; le cordonnier Victor Griffuelhes marche le long des rues du Midi à la recherche d'un emploi ; Bill Haywood travaille comme cowboy au Nevada ; Eduardo Gilimón erre dans les bidonvilles de Buenos Aires, prêchant que Dieu n'existe pas ; James Connolly est

soldat britannique en Irlande, aigri de son expérience de la guerre. En 1889, l'histoire du mouvement ouvrier se trouve à un tournant historique. Entre cette année et le début de la première guerre mondiale, le mouvement ouvrier va se mondialiser, en créant un syndicalisme de masse et en propageant un « mode de vie syndicaliste ». Mais en 1889, les hommes qui vont réaliser cette transformation sont encore inconnus et isolés, sur les marges de la main-d'œuvre. »

Pour Mason, la question centrale est celle de la mondialisation : différente de celle que nous connaissons aujourd'hui, la mondialisation d'il y a un siècle. Nourrie par les trois M : le monopole (plus précisément la concentration), le management (la gestion scientifique du travail ou les débuts du taylorisme) et le militarisme, la mondialisation de l'avènement du 20^e siècle crée le besoin et les conditions nécessaires pour le développement des solidarités ouvrières. Sans entrer dans les débats autour de la mondialisation, je trouve que cette référence très actuelle à l'action de Victor Griffuelhes et de ses pairs constitue un point de départ très utile pour nous aujourd'hui : d'abord, en situant leur action dans le contexte économique extrêmement difficile de l'époque ; ensuite, en insistant sur l'impératif de l'organisation des travailleurs.

L'article du *New Statesman* nous rappelle aussi deux points importants : l'importance de l'histoire des luttes précédentes et leurs leçons pour le présent ; l'action des individus dans la construction d'efforts collectifs.

1. Victor Griffuelhes, l'homme et son activité militante : « la véritable incarnation du syndicalisme révolutionnaire » (Vandervort, 1974 : 332) ; « l'âme du syndicalisme révolutionnaire » (Julliard, 1988 : 16)

Pour ceux qui s'intéressent aux détails biographiques de la vie de Griffuelhes, il suffit bien sûr de consulter le Maitron (Vandervort, 1974) et l'ouvrage plus approfondi de Bruce Vandervort (1996).

Pour ce qui concerne la formation syndicale et politique du jeune Victor Griffuelhes, les historiens retiennent deux éléments majeurs. D'abord, son expérience du monde du travail, acquise très tôt (il est apprenti à l'âge de 14 ans) et dans des conditions très pénibles. Le métier de cordonnier que Griffuelhes apprend à pratiquer est un métier instable, saisonnier (avec des périodes de chômage importantes) et très vulnérable aux pressions sur les salaires dans un contexte de transformation des modes de consommation et des méthodes de production. Ensuite, sa formation politique au sein du mouvement blanquiste/vaillantiste. Ces deux expériences le convainquent de la nécessité de l'action proprement syndicale, indépendante. Beaucoup plus que l'influence d'intellectuels politiques – Griffuelhes affirme ne pas avoir lu Sorel - c'est l'expérience directe des conditions du capitalisme en France à l'aube du 20^e siècle et de l'activité militante qui contribuent à la formation des principes qui guident Griffuelhes. Selon « l'écrivain social » Maxime Leroy (1937), le seul intellectuel socialiste à établir des liens proches avec Griffuelhes, le leader cégétiste était un « *empiriste* » guidé par quelques idées simples mais « *trop intelligent pour [en] être prisonnier* ».

Griffuelhes est jeune lorsqu'il est élu secrétaire national de la fédération nationale des cuirs et peaux en 1900 et, l'année suivante, secrétaire général de la Confédération générale du travail à l'âge de 27 ans. Pendant son mandat (1901-1909) la CGT s'établit comme (la seule) confédération nationale ; elle réussit la fusion avec les Bourses du Travail et acquiert une structure durable, avec une base locale et régionale et des fédérations relativement représentatives

du monde du travail, même si les grandes fédérations se plaignent d'être sous-représentées – source importante de conflits internes - et que les mineurs restent à l'extérieur de la confédération ; elle organise des mouvements de grève importants malgré la répression croissante de l'Etat, et en particulier elle organise une grande campagne pour la journée de travail de huit heures ; et elle réussit à maintenir l'unité organisationnelle en dépit de divisions idéologiques et tactiques fondamentales et d'actions concertées pour saper cette unité, notamment par la victoire que représente l'adoption de la Charte d'Amiens, dont Griffuelhes est l'auteur avec Émile Pouget.



Victor Griffuelhes en 1906

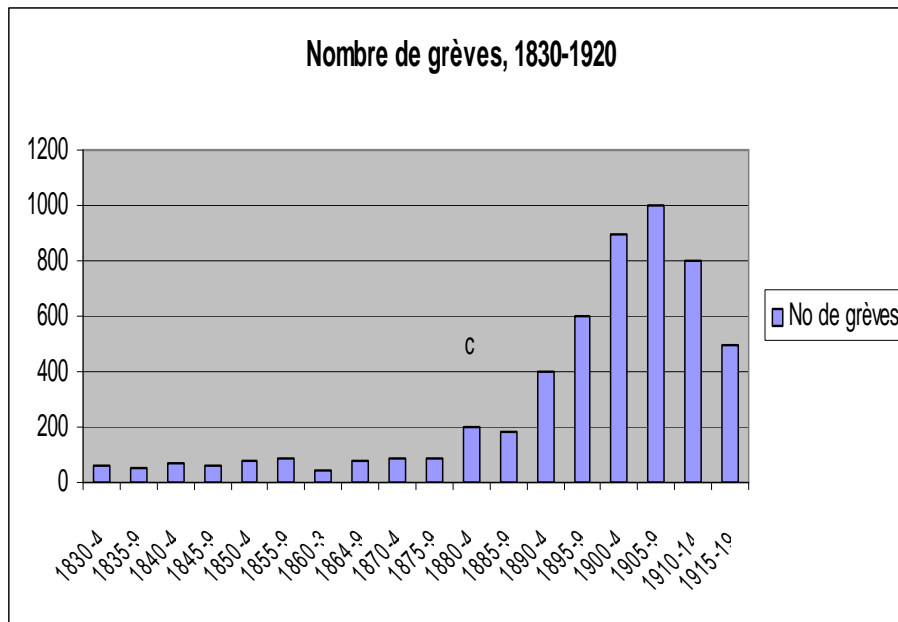
Le fil conducteur de l'action de Griffuelhes en tant que leader de la CGT, c'est l'indépendance syndicale ou l'action directe. *« C'est le travailleur qui accomplit lui-même son effort, il l'exerce personnellement sur les puissances qui le dominent pour obtenir d'elles les avantages réclamés. Par l'action directe, l'ouvrier crée lui-même sa lutte, c'est lui qui la conduit, décidé de ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même le soin de se libérer »* (conférence du 27 juillet 1904). *« Trahi, trompé depuis des siècles, le salarié ne compte plus aujourd'hui que sur lui-même »* (VG, « Le congrès syndical de Bourges » *Le Mouvement Socialiste*, no.142, 1-11-1904, p.76).

Il me semble utile de traiter la discussion de l'indépendance syndicale selon Victor Griffuelhes sous l'angle de trois principes fondamentaux, les deux derniers découlant du premier: la construction d'une organisation syndicale forte, notamment par la pratique de la grève;

l'indépendance vis-à-vis de l'État et l'indépendance vis-à-vis des partis politiques. En cela je renverse peut-être l'ordre classique : l'organisation constitue la tactique syndicale, mais à mon avis les efforts pour construire un syndicalisme uni et fort constitue l'objectif premier de l'action de Griffuelhes. Je terminerai par une brève présentation du débat le plus important - à mes yeux - entre historiens concernant cette période de l'histoire de la CGT : sur l'efficacité de la stratégie syndicale poursuivie par Victor Griffuelhes et ses collaborateurs les plus proches, notamment Pouget.

2. L'action syndicaliste : l'action directe

La période 1880-1910 est celle de la « grande mobilisation de la classe ouvrière » (Shorter & Tilly, 1974 : 75), période de luttes intenses pour le contrôle dans l'entreprise et dans l'espace politique. Pendant cette période, c'est la grève qui propulse la formation du mouvement ouvrier. L'incidence de la grève, en termes de fréquence et du taux de participation, progresse plus ou moins régulièrement de la décennie 1880 - c'est-à-dire, depuis les débuts de l'organisation syndicale - à la fin de la deuxième guerre mondiale [GRAPHIQUE]. La croissance des effectifs syndicaux (de 3,35% des travailleurs industriels en 1881-1886 à 18,35 en 1910-1913) suit de très près celle du nombre de grévistes (de 1,64% à 6,80%) (Friedman, 1988 : 410). Ce n'est que dans la période entre les deux guerres que la croissance des organisations syndicales s'affaiblit par rapport à celle de l'activité gréviste (Shorter & Tilly, p.47). Chaque poussée de l'activité gréviste s'accompagne d'une augmentation de la capacité organisationnelle du mouvement syndical. Victor Griffuelhes a donc raison lorsqu'il affirme au congrès d'Amiens que « l'accroissement de la Confédération a été parallèle à l'accentuation de sa lutte ».



Griffuelhes lui-même joue un rôle considérable dans cette croissance de l'activité organisationnelle, sur le terrain, surtout auprès des travailleurs agricoles, du bois, du verre et du textile (voir, par exemple, Cazals, 2007, sur le rôle de Griffuelhes dans la grève des délaineurs de

Mazamet en 1909). Dans ses discours aux militants et dans ses écrits, il insiste sur le fait que la grève n'est pas une fin en elle-même mais un moyen d'organiser les travailleurs pour leur émancipation. La grève a surtout une fonction de formation morale, comme Griffuelhes le déclare dans cette phrase célèbre :

« La grève, maniée par une classe ouvrière rendue forte par ses luttes, grâce à des syndicats puissants et agissants, peut davantage que tout le contenu des bibliothèques ; elle éduque, elle aguerrit, elle entraîne et elle crée » (L'Action Directe, 23.4.1908).

Lorsque les grévistes sont insuffisamment organisés pour mener à bien une action de grève, il n'hésite pas à les critiquer, comme dans le cas des maçons en 1908 (Vandervort, 1996 : p.149). Les événements de 1906-1908 mettent les dirigeants de la CGT dans une position très difficile : dans les conflits qui ont suivi la grève de 1906. Notamment lors des événements sanglants de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges en 1908, Griffuelhes et ses plus proches collaborateurs conseillent d'éviter une confrontation directe avec le gouvernement. Contrairement aux appels de la fédération du bâtiment, il refuse de considérer la grève générale, en estimant le mouvement encore trop divisé. Il participe cependant à la manifestation de Draveil et la CGT soutient officiellement l'action de la fédération du bâtiment, tout en exprimant des doutes quant au bien-fondé et des craintes quant aux conséquences de cette action.

Parlant plus tard dans *Voyage Révolutionnaire* (p.17) des syndicalistes du bâtiment, Griffuelhes déclare : *« Rapidement créé, [l'organisme national du bâtiment] s'est rapidement développé. Trop à mon gré. Pour parler un langage trivial, je dirais qu'il a fallu ouvrir des rayons nouveaux avant que ceux installés la veille fussent mis marche. D'où doit résulter une confusion, un trouble, alors que la clarté s'impose au fur et à mesure que l'extension grandit, grandissent naturellement les responsabilités. »*

Loin d'être une simple question de tactique, l'organisation indépendante des travailleurs est indispensable pour surmonter la condition ouvrière. Comme Jacques Julliard le note (1965 : 30), *« le mouvement est tout »*. Mais l'organisation n'est pas un objectif en elle-même ; elle doit toujours contribuer à la capacité de mobilisation des travailleurs, dans un cercle vertueux de développement et de formation.

Griffuelhes critique les syndicats locaux qui accumulent fonds de grève sans organiser de lutte, et ce sera aussi l'un des thèmes principaux de sa critique acerbe du mouvement syndical allemand, même s'il reconnaît avec admiration leur *« campagne engagée pour un objet déterminé (...) avec soin et méthode pour donner d'excellents résultats »* (« Le Congrès des syndicats allemands », *La Voix du Peuple*, 3-10.8.1902) et leur stabilité financière, qui leur donne une indépendance vis-à-vis de l'État:

« Un million de syndiqués, c'est très joli, et payant leurs cotisations c'est admirable ; mais ce qu'on ne sait pas assez en France, c'est que les syndicats allemands ont recruté leurs adhérents parce que, grâce au gouvernement allemand, ils ont pu instituer des caisses de secours pour les assurances. (...) Ils n'osent pas s'engager à fond dans la lutte quotidienne, parce qu'ils craignent (autant que le gouvernement allemand) de compromettre leur propre organisation et leurs puissantes mutualités. » (VG, « La tactique allemande », *Les Temps Nouveaux*, 28.10.1905). Sa visite à Berlin (dont il garde *« un souvenir plutôt mauvais »* : *La Voix du Peuple*, n°.277, 4-11février.1906) confirme sa méfiance, pour ne pas dire son hostilité, vis-à-vis des syndicalistes allemands.

D'où l'insistance sur la grève générale comme expression ultime de la solidarité et de la force ouvrières : *« L'idée de la grève générale implique une conception qui fait reposer tout espoir*

d'amélioration – petite ou grande – sur l'effort conscient de l'organisation ouvrière ; elle est la manifestation tangible de l'esprit de solidarité » (rapport pour la conférence internationale de Dublin de 1903, rédigé par le Comité confédéral le 16 juin 1903, publié intégralement dans *La Voix du Peuple*, no°141, 5-12 juillet 1903 : sur la signification de ce document, voir Milner).

La campagne pour la journée de travail de huit heures – adoptée au congrès de Bourges de 1904, le premier véritable congrès de la CGT révolutionnaire - représente cette pensée car la réduction du temps de travail doit être le fruit de l'action syndicale (grèves et manifestations) plutôt qu'un avantage octroyé par le gouvernement, comme cela avait été le cas pour la loi Millerand sur les dix heures de travail dans les ateliers mixtes (voir ci-dessous).

Si Griffuelhes n'est pas au départ convaincu de cette initiative, il s'y rallie et la motion adoptée à Bourges est présentée par Griffuelhes et Pouget. La campagne donne lieu à un mouvement de grèves important, réussie dans la typographie (obtention de la journée de neuf heures) mais désastreux dans le bâtiment parisien.

C'est l'échec des grèves de 1906 et surtout de 1908 en termes de résultats concrets et en termes d'impact de la répression par l'Etat sur le mouvement ouvrier qui mène à une certaine désillusion chez Griffuelhes, évidente dans sa brochure *Voyage Révolutionnaire* qui raconte ses voyages de propagande entrepris pour la Fédération des Cuirs et Peaux. Dans les neuf régions qu'il visite, il déclare ne pas avoir trouvé de « *vie ouvrière intense* » : « *C'est pourquoi bien rares y sont les grands conflits ; la lutte n'y revêt de l'âpreté que par moment, rarement de l'aigreur.* » (p.6) Griffuelhes attribue l'échec de la mobilisation ouvrière à deux raisons, la première économique et structurelle, la deuxième organisationnelle et politique. D'abord, il note les difficultés posées par des cultures de concurrence entre les « corporations », c'est-à-dire des métiers et industries différents, notamment entre les travailleurs du secteur public, en l'occurrence les travailleurs de l'Arsenal, et ceux de l'industrie privée, et parfois au sein même d'une seule profession comme c'est le cas pour les dockers ; par l'éparpillement de l'industrie dans certaines régions (il faut selon Griffuelhes une industrie dominante pour structurer la main-d'oeuvre locale); et par les conditions spécifiques dans certaines industries comme la chaussure où les gains obtenus lors de grèves sont souvent balayés par la mécanisation qui réduit la demande de travail et exerce une pression sur les salaires, ou dans l'agriculture où il suffit d'une mauvaise récolte pour jeter les travailleurs au chômage. Mais il réserve ses critiques les plus acerbes à l'influence néfaste des députés et des municipalités socialistes, qualifiés avec les prêtres catholiques de « *tueurs d'énergie* ».

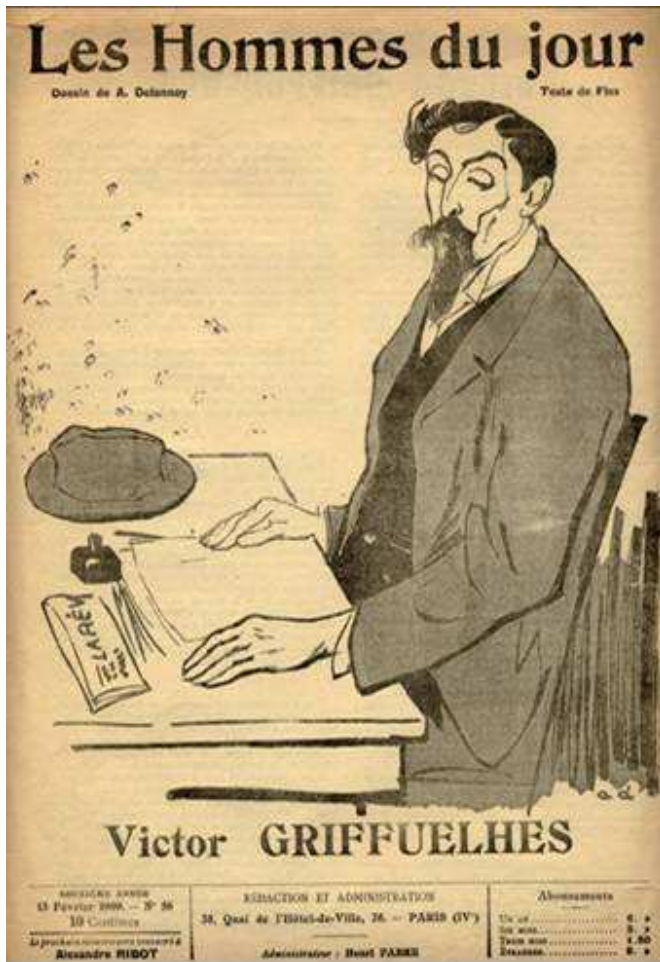
3. L'indépendance vis-à-vis du rôle de l'Etat et des partis politiques

L'affaire de Draveil/Villeneuve-Saint-Georges représente le point culminant du bras de fer entre l'Etat et le mouvement syndical croissant et défiant. L'Etat n'hésite pas à utiliser la répression directe contre les syndicalistes, et Griffuelhes est lui-même emprisonné deux fois. La police scrute les actions syndicalistes par un réseau extensif d'espions et d'indicateurs. Dans ces conditions il n'est pas étonnant qu'un climat de méfiance règne.

L'arrivée au pouvoir de Clémenceau marque une rupture avec la politique sociale des gouvernements précédents. Waldeck-Rousseau légalise les syndicats dans une loi de 1884. Ensuite, dans le gouvernement de défense républicaine, le socialiste Alexandre Millerand au ministère de l'Intérieur présente une loi réduisant progressivement la journée de travail à 10 heures dans les ateliers mixtes ; il propose aussi l'arbitrage obligatoire en cas de grève. Après la défaite de Clémenceau en 1908, c'est le socialiste Aristide Briand qui présente un projet de

participation des ouvriers aux bénéfiques. Mais comme le note Jacques Julliard (1965 : 182), les deux méthodes de l'Etat (« *manière forte ou séduction* ») « *en apparence contradictoires, (...) employées successivement, finirent par se compléter.* » Julliard et Vandervort sont d'accord sur ce point : au-delà de la question du rapport entre partis politiques et syndicats, c'est la tentative de légalisation de la classe ouvrière par l'Etat qui façonne le syndicalisme révolutionnaire, parce qu'elle vise (à l'instar de la politique sociale bismarckienne) à briser le mouvement syndical, en donnant des droits (bien limités) aux travailleurs tout en contraignant l'action syndicale (notamment en rendant obligatoire la médiation en cas de grève) et en la définissant (participation du Conseil supérieur du travail).

Les deux méthodes rencontrent chez Griffuelhes la même réponse : une méfiance totale. Ainsi, la méthode Millerand ou Briand ne trouve qu'un succès limité, car la stratégie de l'action directe reflète une réelle volonté d'autonomie que la victoire morale de 1908, en dépit de la défaite immédiate et le désarroi au sein de la CGT qui résulte en la démission de Griffuelhes en 1909 : « *le refus de tout maître, et même de tout chef en dehors de ceux que [le mouvement ouvrier] a lui-même choisis* » (Julliard, 1965 : 28).



Victor Griffuelhes, caricature parue dans *Les Hommes du Jour*, 1909 (dessin d'Aristide Delannoy)

En 1912, Griffuelhes et d'autres leaders cégétistes portent un jugement sévère sur les tentatives de légalisation de la classe ouvrière entamées par Waldeck-Rousseau en 1884, et poursuivies par Millerand en 1899-1900 et encore par Briand en 1908 : « *Il y a douze ans s'exerçait la corruption déprimante d'un gouvernement encouragé, soutenu par une fraction socialiste gagnée par le pouvoir.* »

Pour Griffuelhes, l'indépendance du mouvement syndical est d'autant plus nécessaire que l'Etat n'hésite pas à retirer les privilèges qu'il lui octroie ; les droits et les subventions accordés sont donc des instruments de contrôle. La fermeture de la Bourse du Travail de Paris par les autorités municipales en 1983 ne fait que confirmer cette conviction de Griffuelhes. Dans *Voyage Révolutionnaire*, la dépendance de certaines Bourses du Travail vis-à-vis de subventions municipales est l'une de ses principales sources d'inquiétude. A Bourges, observe-t-il, la suppression des subventions municipales a jeté les syndicats dans le désarroi ; à Bordeaux, la Bourse du Travail fonctionnait grâce à une subvention municipale lui permettant d'employer trois permanents, mais au prix d'une action tournée exclusivement vers la conquête de sièges électoraux : « *elle perdit complètement de vue le rôle qui lui revenait, réduisant sa fonction en la détournant de son objet* » (p.50) ; lorsque la gauche est battue aux élections, « *La chute est lamentable, irréparable, la débandade vient. La Bourse cesse de fonctionner, elle n'a pas de subsides* » (p.51).

Sur le terrain, la réalité est plus complexe et c'est là le paradoxe central du syndicalisme révolutionnaire. L'analyse des grèves de cette période indique que l'intervention de l'Etat a un impact favorable sur l'issue de la grève : de 1910 à 1914 (et de même pour la période 1895-1899, mais contrairement à la période précédente de la Monarchie de Juillet), seulement 9% des grèves se terminent par l'échec si l'Etat intervient, contre 52% sans intervention étatique. L'intervention de l'Etat semble avoir découragé les employeurs de licencier pendant ou après une grève. Quant aux employeurs, leur attitude était essentiellement celle du refus de la négociation collective pour mieux préserver leur autorité dans l'entreprise.

Shorter et Tilly explique alors la rhétorique de la lutte de classe et de l'action directe par la lutte triangulaire entre les syndicats, les employeurs et l'Etat : « *les militants ouvriers pouvaient maudire l'action de l'Etat d'un coin de la bouche, et plaider pour l'intervention étatique de l'autre* » (p.33).

Pour Griffuelhes, l'action politique de la classe ouvrière dans ces conditions représente au mieux une distraction, une déviation, au pire une menace de suppression totale des efforts des travailleurs. Trois éléments de la pensée et de l'action de Griffuelhes me semblent particulièrement significatifs à cet égard.

D'abord, il observe dans l'action des guesdistes en France et dans le travail de la 2^e Internationale (congrès de Stuttgart de 1907 : « *Le syndicats ne rempliront pleinement leur devoir dans la lutte d'émancipation des ouvriers que si leurs actes s'inspirent d'un esprit entièrement socialiste* ») une volonté non seulement d'associer les syndicats au parti socialiste mais de les subordonner au parti. C'est là la source la plus importante et la plus ouverte de conflits entre les syndicalistes français et les dirigeants allemands de l'organisation syndicale internationale¹ :

Deuxième écueil de l'action politique, c'est l'électoratisme qui risque de saper les énergies. Il accuse les militants socialistes locaux, qualifiés de « *tueurs d'énergies* », de ne se préoccuper que de leurs fauteuils au conseil municipal ou à l'Assemblée nationale: dans le Nord guesdiste, par

¹ En fait, comme je le montre dans ma thèse (Milner, 1987 : 230-1), la réalité est plus complexe: les syndicats allemands se libèrent de la tutelle du parti du fait de leur puissance numérique et organisationnelle, opérant par là une pression idéologique sur le parti en faveur du réformisme.

exemple, « *les chefs politiques sont hostiles à l'action syndicale, et s'ils l'ont aidée, soutenue, ça a été pour attirer à eux tous les bénéfices de cette action. [Ils] ne parlent que de conquête du pouvoir, seul capable d'assurer au salarié un sort meilleur* » (VG, VR, p.12). Pareille histoire à Dijon, grande ville industrielle : « *à quoi sert d'être nombreux si nulle action n'en résulte ! Là, une municipalité socialiste siègea à l'Hôtel de Ville pendant quatre ans ! Qui oserait affirmer qu'il s'en est suivi une extension du mouvement syndical ? Il semble que l'organisation syndicale est sortie plus affaiblie de l'aventure électorale* » (VR, p.21).

Troisièmement, dans le contexte français où à la différence de la social-démocratie sociale allemande, il n'y a pas de grand parti socialiste, même après la constitution de la SFIO, mais plusieurs courants divisés sur la question du pouvoir politique et sur le militarisme, l'affiliation politique est source de conflits et de divisions. Le souci principal qui oriente l'action de Griffuelhes est celui de l'unité, de la stabilité et de la survie de l'organisation.

Au niveau confédéral Griffuelhes combat la division et la désunion, tout comme au niveau des fédérations (c'est le cas pour les mineurs et des ouvriers du textile où il engage le combat « *au cœur du camp réformiste* » : Vandervort, 1974 : 332), il essaie d'encourager la transformation de l'intérieur (le noyautage) plutôt que la création de fédérations nouvelles ou la scission. L'objectif étant de créer de puissantes fédérations industrielles. Comme le fait observer Julliard, la « *bataille d'appareil* » est loin d'être glorieuse ; elle conduit les dirigeants de la CGT à refuser la représentation proportionnelle, qui aurait placé les réformistes en situation majoritaire. A partir de 1904, Griffuelhes doit consacrer de plus en plus d'énergies à conduire la CGT entre les réformistes et les « *braillards* », d'où toute l'importance de la Charte d'Amiens qui permet d'éviter la mainmise des réformistes tout en apaisant les révolutionnaires.

Conclusion

Comme Friedman (1988 :407) le souligne, le syndicalisme révolutionnaire peut être interprété comme le « *socialisme des travailleurs autonomes* » (Moss,) mais c'est un mouvement qui se caractérise par la volonté de créer des relations de solidarité avec les travailleurs peu qualifiés et par des structures – avec les Bourses du Travail – qui encouragent et soutiennent ces solidarités ; avec deux spécificités françaises (déjà notées par Julliard en 1988) : qu'il se trouve face à un patronat organisé et autoritaire ; qu'il s'organise dans le contexte d'une République en apparence démocratique mais où la classe ouvrière est marginalisée, situation bien résumée par Julliard (1988 :23) : « *intégration politique, autonomie sociale* ».

C'est, en fait, la détermination de l'Etat de briser le mouvement syndical en utilisant les batailles et les rivalités internes, qui voue le syndicalisme révolutionnaire à l'échec en 1908 (l'étude comparative de Van der Linden et de Thorpe indique aussi que c'est la répression étatique qui constitue la cause la plus évidente et la plus immédiate : 1992). Les batailles d'appareil ont donc une importance capitale : « *La véritable difficulté des leaders de la CGT était de réaliser un équilibre entre, d'un côté, des syndicats solidement ancrés et disposant de structures financières régulières, et de l'autre l'élan et la combativité : un mélange du syndicalisme du Livre, de Keufer, et celui des travailleurs du bâtiment, en effet* » (Vandervort, 1996 : 153).

La critique de Peter Stearns (qualifiant le syndicalisme révolutionnaire de « *cause sans rebelles* ») porte sur la relation entre les leaders et la base. Griffuelhes lui-même porte un jugement sévère sur la combativité des travailleurs française, attribuant sa faiblesse comme nous l'avons vu aux efforts électoraux des socialistes ; mais il repense aussi la stratégie syndicale et réfléchit sur la meilleure façon de construire un syndicalisme industriel à l'allemande, basé sur des cotisations

syndicales plus élevés (comme le préconisaient les réformistes) pour permettre la constitution de fonds de grève plus solides.

L'analyse comparative de Friedman (1988, 1997) permet de relativiser l'échec du syndicalisme d'action directe : nous avons vu que l'activité et l'organisation syndicales poursuivent en effet une courbe de progression constante après 1880 et surtout après 1902. Le taux de syndicalisation, il est vrai, est nettement inférieur à celui de l'Angleterre ou de l'Allemagne ; mais il croît à un rythme de plus de 9% par an entre 1900 et 1914. S'il est mesuré par rapport à la population active employée (et non indépendante), le taux d'adhésion syndicale en France se rapproche de la « norme » pour les grands pays industriels pendant cette période (Friedman, 1997). Pour Friedman, la raison de cette progression réside dans le choix d'un syndicalisme unitaire et inclusif, ralliant les travailleurs qualifiés et peu qualifiés. Le syndicalisme révolutionnaire réussit à mobiliser des travailleurs n'ayant pas de tradition syndicale : les travailleurs qualifiés, autonomes hier mais employés directement dans de grands établissements. Les grévistes français ont un taux de succès similaire à celui de leurs homologues allemands, britanniques ou américains ; et – contrairement aux thèses de Stearns - ce sont surtout les grèves menées par des syndicalistes révolutionnaires (c'est-à-dire par des leaders proches de l'équipe dirigeante entre 1902 et 1909) qui connaissent le meilleur taux de réussite. C'est finalement dans cette optique qu'il faudrait, à mon avis, juger Griffuelhes et les syndicalistes révolutionnaires : ils ont su, pendant un moment important, organiser la classe ouvrière.

Références

Cazals, R. (2007) Pratique gréviste et syndicalisme révolutionnaire: Grève à Mazamet (1909), in M. Pigenet et P. Robin (dir.) Victor, Émile, Georges, Fernand et les autres... *Regards sur le syndicalisme révolutionnaire*, Éditions d'Albret, pp.201-216.

Friedman, G. (1988) The state and the making of the working class. France and the United States, 1880-1914, *Theory and Society*, 17, 403-430.

Griffuelhes, V. (1908) *L'action syndicaliste*, Paris: Rivière.

Griffuelhes, V. (1909) De 1899 à 1909 : la leçon du passé, *La Vie Ouvrière*, no.1, 5octobre. Texte reproduit dans M. Pigenet et P. Robin (dir.) (2007) Victor, Émile, Georges, Fernand et les autres... *Regards sur le syndicalisme révolutionnaire*, Éditions d'Albret, pp.329-333 ; disponible également sur le site [pelloutier.net](http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=86) (http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=86).

Griffuelhes, V. (1910) *Voyage révolutionnaire*, Paris: Rivière.
Les Hommes du Jour (1909) Victor Griffuelhes, no.56, 13 février. Texte disponible sur le site [pelloutier.net](http://www.pelloutier.net) (http://www.pelloutier.net/dossiers/dossiers.php?id_dossier=132).

Julliard, J. (1965) *Clémenceau briseur de grèves, l'affaire de Draveil-Vigneux-Saint-Georges (1908)*, Julliard.

Julliard, J. (1988) *Autonomie ouvrière. Études sur le syndicalisme d'action directe*, Paris : Seuil.

Leroy, M. (1937) Griffuelhes et Merrheim, *L'Homme Réel*, no.40, avril. Texte reproduit dans M. Pigenet et P. Robin (dir.) (2007) Victor, Émile, Georges, Fernand et les autres... *Regards sur le syndicalisme révolutionnaire*, Éditions d'Albret, pp.174-178.

Moss, B. H. (1985) *Aux origines du mouvement ouvrier français : le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914*, Université de Besançon.

Pigenet, M. (2007) Charte d'Amiens, syndicalisme de transformation sociale et « capacité politique » des travailleurs français à l'aube du XX^e siècle, in M. Pigenet et P. Robin (dir.) *Victor, Émile, Georges, Fernand et les autres... Regards sur le syndicalisme révolutionnaire*, Éditions d'Albret, pp.17-29.

Shorter, E. & Tilly, C. (1974) *Strikes in France, 1830-1968*

Stearn, P. (1971) *Revolutionary syndicalism and French labor: A cause without rebels*, Brunswick, NJ.

Van der Linden, M. & Thorpe. W. (1992) Essor et déclin du syndicalisme révolutionnaire, *Le Mouvement Social*, 159, 3-36.

Vandervort, B. (1996) *Victor Griffuelhes and French syndicalism, 1895-1922*, Baton Rouge: Louisiana State University Press.